

eu, il ne fait aucun effort pour en adopter un et je ne crois pas que nous puissions espérer que le Gouvernement actuel s'en soucie jamais.

Le chômage sévit en temps de guerre. Les télégrammes qu'a mentionnés l'honorable député me rappellent les années de crise. C'est bien le genre de dépêches que nous recevions à cette époque et il me semble étrange qu'en période de guerre, alors que les usines devraient fonctionner à plein rendement, le chômage existe dans ces industries. J'appuie l'honorable député et j'affirme qu'il y a déjà longtemps que le Gouvernement aurait dû annoncer une politique nationale et permanente du combustible.

(La motion est adoptée et la Chambre se forme en comité des subsides sous la présidence de M. Bradette.)

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

359. Administration, \$425,590.

(Le crédit est réservé.)

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

258. Administration, \$191,595.

(Le crédit est réservé.)

M. JOHNSTON (Bow-River): Monsieur l'Orateur, puis-je demander si le ministre du Travail répondra aux questions que j'ai posées?

(Rapport est fait de l'état de la question.)

A onze heures la Chambre s'ajourne jusqu'à jeudi, à trois heures de l'après-midi, en conformité d'une motion spéciale adoptée lundi, le 21 février 1944.

FIN DU 1ER VOLUME